



VIVRE À L'HÔTEL

L'hébergement indigne

ISSN : 0026-0290

EN ACTION(S) P.08

Nevers
Des précaires
théologiens

EN ACTION(S) P.10

En famille(s)
La maison
du bien-être

RENCONTRE P.12

Amalia
Au service
des siens



De vous à nous

Cette page est la vôtre. Retrouvez dans ces colonnes vos interrogations et commentaires sur les articles lus dans *Messages* ou sur les actions du Secours Catholique-Caritas France. Un membre du Secours Catholique-Caritas France vous répond et partage son expérience et son expertise. Chaque mois également, participez au débat proposé par la rédaction, pour faire vivre la diversité des points de vue dans votre journal.

Adressez votre courrier à *Messages*,
106 rue du Bac - 75007 Paris, ou par mail
à messages@secours-catholique.org

RENDEZ-VOUS 8 ET 19 AVRIL

Chasse aux préjugés à Lyon et Bordeaux

Retrouvez le camion-podium du Secours Catholique le 8 avril à Lyon, place Louis-Pradel (10 h-18 h), et le 19 avril à Bordeaux, place de Munich (9h45-17h30), dans le cadre de la campagne "Liberté, égalité, sans préjugés" : expo, échanges, témoignages, jeux...

Chassez les préjugés sur notre site :

www.secours-catholique.org/actualites/un-tour-de-france-contre-les-prejuges

@ messages@secours-catholique.org

f [facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france](https://www.facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france)

t twitter.com/caritasFrance

✉ Messages 106, rue du Bac 75007 Paris

CONTACTEZ-NOUS

 **messages**

Mensuel du Secours
Catholique-Caritas France :
106, rue du Bac 75341 Paris

cedex 07 • Tél : 01 45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50 • **Présidente et directrice de la publication** : Véronique Fayet • **Directrice de la communication** : Agnès Dutour • **Rédacteur en chef** : Emmanuel Maistre (7576) • **Rédacteur en chef adjoint** : Jacques Duffaut (7385) • **Rédacteurs** : Benjamin Sèze (5239) • Cécile Leclerc-Laurent (7534) • Yves Casalis (7339) • **Secrétaire de rédaction** : Marie-Hélène Content (Éditions locales - 7320) • **Rédacteurs-graphistes** : Katherine Nagels (7476) • Guillaume Seyral (7414) • Véronique Baudoin (5200) • **Responsable photos** : Elodie Perriot (7583) • **Imprimerie** : Imaye Graphic © Messages du Secours Catholique-Caritas France, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 569 335 exemplaires • **Dépôt légal** : n°322406 • **Numéro de commission paritaire** : 1117 H 82430 / Édité par le Secours Catholique-Caritas France.

Encarts jetés : cette publication comporte pour une partie de la diffusion, des lettres/bon de solidarité, un dépliant, un bon porte adresse, une enveloppe retour, une lettre et un porte adresse. Les lecteurs du Loir-et-Cher recevront des pages spéciales et ceux d'Alsace un bon de générosité et une enveloppe retour.



Ce produit est imprimé par une usine certifiée ISO 14001 dans le respect des règles environnementales.



VOTRE COURRIER JEAN-MARIE

Des chiffres peu en phase avec la réalité



S. WASSenaar / S.C.C.F.

Les informations chiffrées parues dans votre article "En finir avec les passoires énergétiques !" (*Messages* de janvier, p. 17) m'interpellent. Il y aurait 7,5 millions de logements à rénover d'ici 2025, pour un coût imputé aux finances publiques évalué à 4,7 milliards d'euros. Le coût par logement serait donc de seulement 627 euros ? J'en doute fort, quand on voit ce que coûte une

seule isolation de toiture ou une chaufferie centrale... Si c'est pris en charge par l'État à raison de 30 à 50 % des travaux, cela veut dire qu'en fait le coût total des travaux engagés serait, dans l'ordre, de 1 791 euros ou de 1 254 euros par logement. Je trouve ces chiffres peu en phase avec la réalité. Par ailleurs, les 4,7 milliards d'euros créeraient 130 000 emplois. Cela "valorise" l'emploi créé à 36 153 euros par emploi (coût salarial, marge d'entreprise...). Est-ce réaliste ? ■



D.R.

LA RÉPONSE DE

FRANÇOIS BOULOT, DIRECTION FRANCE-EUROPE
DU SECOURS CATHOLIQUE

Vous avez raison d'interroger les chiffres cités dans l'article pour les ramener à ce qu'ils représentent pour chaque rénovation. Cependant le coût imputé aux finances publiques de 4,7 milliards d'euros est un coût par an, comme précisé dans l'article. On en déduit donc que pour les 9 années d'ici 2025 et les 7,5 millions de logements rénovés, le coût moyen pour les finances publiques par logement rénové est de 5 716 euros. À cela il faut ajouter la contribution des propriétaires : elle est en moyenne de 5 940 euros, de 1 300 euros à 13 000 euros selon le logement et les revenus du foyer. Soit un montant moyen total des travaux de rénovation d'un logement de 11 656 euros.

Le coût de l'emploi doit prendre en compte la partie financée par l'État, mais aussi celle financée par les propriétaires. Ce coût total est la somme des salaires, des charges sociales et de la marge des entreprises, mais aussi de la TVA sur les travaux et des frais généraux des entreprises. Si on tente d'évaluer ces postes, on arrive à 2 822 euros comme salaire brut mensuel de l'emploi, donc à un net de 2 258 euros, ce qu'on peut comparer au salaire moyen net en France en 2012 de 2 202 euros. Les chiffres donnés dans l'article sont conformes à la réalité de l'investissement nécessaire. Pour plus d'information et des prévisions supplémentaires, vous pouvez vous rendre sur le site de la campagne "Rénovons" : www.renovons.org. ■

LA QUESTION DU MOIS

Comment éviter l'embrasement des banlieues ?

Depuis une trentaine d'années, les gouvernements ont lancé de multiples plans pour remédier au malaise profond qui touche certaines banlieues. Ces politiques ont eu des résultats mitigés malgré le travail de fourni réalisé par des élus, des citoyens et des associations pour encourager le vivre-ensemble. Comment éviter l'embrasement de ces quartiers ? Quels moyens mettre en place pour faciliter l'accès des jeunes à l'emploi, améliorer leurs relations avec la police et la justice... ?

➔ RÉAGISSEZ

Pâques : L'occasion d'un nouveau regard

ÉDITORIAL 03

PROPOSITIONS POUR LA FRANCE ET LE MONDE

ÉLECTIONS
Pour une France solidaire et fraternelle 04

EN ACTION(S)

BANGLADESH
Le riz prospère sur des terres rendues fertiles 07

SESSIONS
Quand les précaires deviennent théologiens 08

EN FAMILLE(S)
La maison du bien-être 10

RENCONTRE

AMALIA
Au service des siens 12

DÉCRYPTAGE

VIVRE À L'HÔTEL
L'hébergement indigne 14

VOTRE SOLIDARITÉ

Coups de pouce 20
Le saviez-vous ? 21

PAROLE & SPIRITUALITÉ

« Alors tu pourras pardonner » 22
Parole de l'aumônier général 22

ACTION & ENGAGEMENT

MARYTHÉ PRÉ
Construire pour se reconstruire 23



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

“ La confiance dans le Christ ressuscité permet d'ouvrir des portes à ceux qui sont aujourd'hui dans l'obscurité. ”

Vivre à l'hôtel, pour certains, c'est la belle vie ! Pour d'autres, c'est un calvaire : la promiscuité, l'insalubrité, le ballottage d'hôtel en hôtel, l'impossibilité de cuisiner ou de chercher un travail, la peur du lendemain, la honte, la scolarisation chaotique des enfants...

Pour certaines familles d'Île-de-France, ce provisoire dure depuis trois ans, quatre ans... Cette situation absurde est très coûteuse humainement et pour nos finances publiques. Elle est complexe aussi car elle se situe à la croisée des problèmes de logement et des problèmes migratoires.

Du côté des politiques de l'hébergement et du logement, les solutions sont connues. Elles consistent notamment en la construction de logements sociaux en nombre suffisant et en la mobilisation du parc privé afin de proposer un logement stable aux ménages qui sont en capacité d'y accéder ; ou encore en la création de logements intermédiaires comme les Pensions de famille. Les équipes bénévoles du Secours Catholique engagées avec l'Association des Cités du Secours Catholique dans ce type de résidence savent qu'elles sont une bonne réponse.

Mais il faut aussi oser questionner la politique à l'égard des migrants, puisqu'une partie des personnes logées à l'hôtel sont en attente d'une autorisation de séjour.

N'est-on pas dans une grande hypocrisie lorsque l'État "reconnaît" ces familles en leur payant l'hôtel parfois pendant des années, et en même temps hésite à leur donner un titre de séjour qui leur permettrait de travailler et de subvenir à leurs besoins ?

L'enquête "De l'hôtel au logement, c'est possible" réalisée par le Secours Catholique d'Île-de-France révèle la souffrance de ces personnes, la dureté de leur vie quotidienne, et en même temps leur courage pour travailler malgré tout, maintenir une scolarisation stable de leurs enfants au prix de déplacements épuisants pour eux, et surtout garder espoir, souvent grâce au soutien de nos bénévoles.

Est-ce que ces familles ne mériteraient pas qu'on leur donne une chance en leur accordant un titre de séjour stable, ce qui leur permettrait de montrer leurs capacités à vivre de façon autonome et à construire des projets d'avenir ? Ce temps de Pâques n'est-il pas le moment favorable pour qu'individuellement et collectivement nous réfléchissions à cette question ? Pâques nous invite à un nouveau regard sur les personnes et sur la vie. Ce qui paraissait impossible et même inenvisageable s'éclaire d'un jour nouveau. Le Christ qui « fait resplendir la vie » ne nous invite-t-il pas à ouvrir des portes à ceux qui sont aujourd'hui dans l'obscurité et condamnés à une vie très difficile.

Bonnes et saintes fêtes de Pâques !

VÉRONIQUE FAYET,

PRÉSIDENTE NATIONALE DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

Photos de couverture :

Christophe Hargoues et Sébastien Le Clezio / Secours Catholique-Caritas France



ÉLECTIONS

Pour une France solidaire et fraternelle

À l'approche des élections présidentielle et législatives, le Secours Catholique-Caritas France se mobilise avec ses partenaires et fait des propositions aux candidats pour faire reculer la pauvreté en France et dans le monde.

➔ Avec le collectif Alerte – qui rassemble 38 fédérations et associations nationales – le Secours Catholique lance un appel au futur président de la République : il est urgent de changer d'échelle dans la lutte contre la pauvreté. Pour Daniel Verger, responsable du pôle Action et plaidoyer de l'association, un simple plan de lutte ne suffit pas. Il faut inscrire ce dernier dans une loi de programmation financière, sur cinq ans, afin de sécuriser les budgets alloués. Dans un document disponible sur www.secours-catholique.org, Alerte fait plusieurs propositions. Parmi les priorités : le revenu minimum garanti, l'accompagnement renforcé et de nouvelles politiques d'accès au travail.



POUR UN MEILLEUR ACCÈS AUX DROITS ---

🔍 NOS CONSTATS : Aujourd'hui, près de 9 millions de personnes vivent en France sous le seuil de pauvreté, soit 14,3 % de la population*. Pour faire face à ces situations, la France compte aujourd'hui 10 minima sociaux. S'ils jouent un rôle non négligeable d'amortisseur de la crise, la complexité et la diversité des règles selon les allocataires rendent le système opaque et difficile d'accès. Par ailleurs, alors qu'ils sont la tranche d'âge la plus touchée par la précarité, les jeunes (18-25 ans) ne peuvent aujourd'hui bénéficier d'aucun revenu minimal (excepté certains jeunes en situations spécifiques). Enfin, le montant de ces minima, très variable, ne permet pas de procurer aux personnes des revenus suffisants pour mener une vie décente. *Source : Insee

🔧 NOS SOLUTIONS :

- ➔ Lutter contre le non-recours aux droits en simplifiant les démarches administratives. Cela passerait par une réduction drastique du nombre de pièces justificatives demandées et par un partage des informations sur les usagers entre les différents services (Caf, Pôle emploi, CPAM...).
- ➔ Permettre à tous de vivre décemment en créant un revenu minimum garanti. Son montant de 850 euros – ne comprenant pas les allocations familiales et de logement – serait bien supérieur à celui du RSA (535 euros).
- ➔ Rendre ce revenu minimum garanti accessible aux jeunes dès 18 ans pour ceux qui ne sont ni étudiants, ni en formation, ni en emploi.

POUR UN MEILLEUR ACCÈS À L'EMPLOI ---

🔍 NOS CONSTATS : 2,5 millions de Français sont en recherche d'emploi depuis plus d'un an. Soit la moitié des personnes inscrites à Pôle emploi. Le chômage touche particulièrement ceux et celles qui sont peu qualifiés. Les politiques d'accompagnement des allocataires de minima sociaux sont très insuffisantes, alors que cet accompagnement est essentiel pour leur permettre de retrouver un emploi.

🔧 NOS SOLUTIONS :

- ➔ Mettre en place des "référents de parcours" pour favoriser un accompagnement personnalisé et global (à la fois social et professionnel). Cet accompagnement doit viser à renforcer l'autonomie de la personne.
- ➔ Soutenir et développer les initiatives d'insertion ou réinsertion professionnelle des personnes très éloignées de l'emploi : les emplois aidés, les postes d'insertion par l'activité économique, les postes de travail adapté, les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification et, bien sûr, la formation des demandeurs d'emploi.
- ➔ Appuyer des dispositifs tels que "Territoires zéro chômeur de longue durée", permettant de faire se rencontrer au niveau local des besoins non pourvus et les compétences des demandeurs d'emploi – ceci grâce à une collaboration entre acteurs associatifs, institutionnels et économiques.
- ➔ Développer le compte personnel d'activité qui permet à chacun, tout au long de sa vie professionnelle, qu'il soit ou non en activité, d'accumuler des heures destinées à la formation. **B.S.**



➔ Avec trois de ses partenaires (CCFD-Terre solidaire, Oxfam France et ActionAid-France), le Secours Catholique-Caritas France appelle les candidats et futurs élus à se saisir de la question de la solidarité internationale. « *Nous vivons dans une économie globalisée, les populations sont aujourd'hui interdépendantes et au final sont confrontées aux mêmes défis* », affirme Émilie Johann, responsable du Plaidoyer international au Secours Catholique. « *Nous pensons qu'en agissant pour un monde plus juste, nous agissons aussi pour une France plus juste et vice-versa.* » Ainsi, les quatre associations dressent sur le site www.solidarite2017.org une liste de propositions concrètes à l'intention des candidats pour apporter de vraies réponses aux problèmes actuels.

POUR UNE PROTECTION DES DROITS HUMAINS ----

🔍 NOS CONSTATS : les droits humains sont de plus en plus remis en question en raison de la crise écologique, économique, sociale et sécuritaire, en particulier les droits des étrangers à l'intérieur de nos frontières.

⚙️ NOS SOLUTIONS :

- ➔ Respecter les droits des migrants en France et améliorer leur accueil.
- ➔ Encadrer le secteur privé aux niveaux français, européen et international pour obliger les multinationales à respecter les droits humains et l'environnement.
- ➔ Garantir les droits des femmes, qui constituent la majorité des personnes en précarité dans le monde.

> **Retrouvez les propositions pour une France solidaire sur www.solidarite2017.org**

POUR UN JUSTE PARTAGE DES RICHESSES -----

🔍 NOS CONSTATS : les inégalités ne cessent de s'accroître partout dans le monde, et pas seulement dans les pays du Sud. À titre d'exemple, en 2017, huit milliardaires possèdent autant que la moitié de la population mondiale, selon Oxfam ! Par ailleurs, une minorité contrôle les règles du jeu économique à son avantage, privant les États de ressources considérables, nécessaires pour fournir aux citoyens des services essentiels.

⚙️ NOS SOLUTIONS :

- ➔ Lutter contre la fraude fiscale en garantissant le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus *via* un reporting circonstancié pays par pays.
- ➔ Réguler la finance et la remettre au service de l'économie réelle, notamment par la mise en place d'une taxe sur les transactions financières.
- ➔ Travailler à la réduction de la pauvreté dans le monde en finançant les objectifs de développement durable adoptés par l'ONU.

POUR UNE JUSTICE CLIMATIQUE -----

🔍 NOS CONSTATS : les dérèglements climatiques s'accroissent et ont des impacts de plus en plus ressentis par des millions de personnes vulnérables dans les pays pauvres. Par ailleurs, les modèles de production agricole actuels ne répondent ni au défi climatique, ni à celui de l'insécurité alimentaire (800 millions de personnes souffrent encore de la faim dans le monde).

⚙️ NOS SOLUTIONS :

- ➔ Sortir des énergies fossiles d'ici 2050 et de la production de charbon d'ici 2020 en allant vers un modèle basé à 100 % sur les énergies renouvelables.
- ➔ Supprimer tout soutien public à la production d'agrocarburants industriels.
- ➔ Soutenir des solutions comme l'agro-écologie qui permettent un partage juste et durable des ressources ainsi qu'un accès digne à l'alimentation.

C. L.-L.

La révolution fraternelle en route

À l'approche des élections, le Secours Catholique appelle à une "Révolution fraternelle" ! Le 9 mars, l'association a entamé son tour de France contre les préjugés. À Paris, sur le parvis de la gare Saint-Lazare, autour d'un camion-podium ouvert à tous, les passants ont été invités à prendre la parole et à exprimer leurs souhaits et leurs attentes. Le matin même, interpellant médias et politiques, le Secours Catholique a rendu publics les résultats d'un sondage réalisé avec l'institut Viavoice. Ceux-ci révèlent notamment que 72 % des Français considèrent que la pauvreté n'est pas assez prise en compte dans les débats politiques.

M.-H.C.



E. PERRIOT / S.C.-CF.

PAROLE DE **BLANDINE DE BODMAN**, ANIMATION SPIRITUELLE À ORLÉANS

L y a quatre ans, je me suis engagée dans l'animation spirituelle organisée par la délégation du Loiret, à Orléans. Une fois par mois, nous proposons un partage d'Évangile aux personnes venues à l'espace d'accueil, pour passer un moment ensemble, prendre un café... À ce partage spirituel viennent ceux qui le souhaitent. Le nombre des participants varie. Ce sont des hommes et des femmes de tous âges, de tous pays d'origine, en majorité de religion chrétienne. Bénévoles comme personnes de passage, nous nous rassemblons durant une heure pour un partage spirituel dans la tolérance, la spontanéité, la bienveillance.

À partir d'un texte du temps liturgique, une première lecture se fait. Celui ou celle qui le souhaite exprime ce qui dans ce texte l'a touché. Puis je propose une seconde lecture afin que chacun puisse rapprocher de son expérience ce qu'enseigne la Parole évangélique. Bien sûr, j'ai préparé ce texte car j'ai à cœur de préserver le message évangélique, mais aussi de

FF



D.R.

faire naître en chacun ce qui pourra le libérer. Ces moments réveillent pour beaucoup des souvenirs douloureux, qu'ils confient à l'écoute respectueuse de tous. Ces évocations portent souvent davantage sur les événements passés que sur le combat d'aujourd'hui. Le témoignage de ceux pour qui chaque jour est un défi me raffermi dans ma foi. J'en suis émerveillée.

Le témoignage de ceux pour qui chaque jour est un défi me raffermi dans ma foi. ”

Ces rendez-vous du premier mardi de chaque mois – « *je ne veux pas les manquer* », m'a confié l'une des participantes – représentent aussi pour moi des moments de grande fraternité et de communion que je suis heureuse de vivre.



loiret.secours-catholique.org/

Propos recueillis par Marie-Hélène Content

INITIATIVE

Faire face aux inondations

Face aux effets des phénomènes cévenols qui provoquent d'importantes inondations, le Secours Catholique du Gard renforce son équipe Urgence. L'association a mis en place une formation de quatre jours à destination d'une vingtaine de bénévoles. Une première journée les a sensibilisés au rôle du Secours Catholique dans ces interventions. Des témoignages filmés de personnes aidées sur des sites sinistrés ou de bénévoles intervenants ont permis aux participants de comprendre comment l'association agit auprès des victimes. Durant deux autres journées, les volontaires se sont approprié la méthode mise en place sur le terrain : écoute active des sinistrés, gestion du stress et accompagnement administratif. Pour pouvoir, aujourd'hui, faire face.

VU SUR PLACE AU BANGLADESH

Le riz prospère sur des terres rendues fertiles

Dans la région montagneuse de Chittagong, au sud-est du Bangladesh, la culture traditionnelle sur brûlis pratiquée par de nombreux agriculteurs fait des ravages depuis des décennies. La qualité de la terre se dégrade, de nombreuses essences d'arbres se meurent, l'érosion s'accélère, la production agricole baisse, la population voit surgir une catastrophe alimentaire... « *Nous avons eu un mal fou à convaincre des fermiers pauvres – bengalis et membres de minorités ethniques – de participer à un projet visant à encourager des pratiques agricoles durables* », souligne James Gomez, directeur de Caritas Chittagong. « *Beaucoup étaient réticents à l'idée d'abandonner la culture sur brûlis.* »

L'emploi d'engrais biologiques était en particulier un obstacle pour les agriculteurs. « *Pas simple* », déclare Jesmin Chakma, animatrice à Caritas, « *de les convaincre de passer des engrais chimiques aux engrais naturels.* » Mais la ténacité de Caritas Chittagong, partenaire du Secours Catholique/Caritas France, dans la mise en œuvre de sa politique (à laquelle



G. KERBAOL / S.C.-F.

contribue ce dernier depuis 1991), dénoue des blocages. Formations aux bio-pesticides, aux techniques de plantation en altitude, aux cultures de légumes d'hiver, analyses de sols... : des centaines de fermiers savent désormais la quantité d'engrais dont leur terre a besoin, évitant ainsi d'en gaspiller. Sur des terres rendues à nouveau fertiles, l'érosion est contenue, des papayers, orangers, manguiers et autres essences apparaissent et « *le riz prospère* », constate l'un des agriculteurs du projet. ■

Yves Casalis

« *Pas simple de convaincre les agriculteurs de passer des engrais chimiques aux engrais naturels.* »

A SUIVRE

Cultiver les liens

Depuis le mois de décembre, à l'accueil du Merlan, dans les quartiers Nord de Marseille, sept enfants de 5 à 15 ans participent le mercredi après-midi à un atelier de "végétalisation". Avec deux adultes et un animateur, ils construisent des bacs puis mettent en place fleurs, plantes aromatiques, radis ou autres végétaux selon les souhaits exprimés collectivement. Autant de plantations qui embelliront la cour de l'immeuble. En recyclant des palettes de bois ou des planches de récupération, les jeunes participants s'initient aux menus travaux de menuiserie avant de devenir jardiniers occasionnels. La découpe du bois,

l'assemblage et le ponçage des planches, puis la peinture et la décoration précèdent en effet l'apprentissage du jardinage, des semis, du repiquage, de l'arrosage... On constate à quel point enfants et adultes, de tous horizons et confessions religieuses, sont enthousiasmés par l'idée d'embellir ensemble cet espace qui les rassemble. Et pourquoi ne pas étendre l'initiative au quartier voisin ? se demandent-ils déjà. Car elle crée le lien avec la terre et entre tous.

M.-H.C.

+ POUR ALLER PLUS LOIN

Contact Pierre Sérillon 06 65 49 66 13

SYRIE

Accueillir les plus vulnérables

Dans les 18 prochains mois, 500 personnes réfugiées au Liban, essentiellement syriennes, bénéficieront d'un accès privilégié au territoire français. L'initiative est inédite en France. L'accord signé le 14 mars à l'Élysée entre l'État, le Secours Catholique, la Conférence des évêques, des organisations protestantes et la communauté de Sant'Egidio (à l'origine de ces voies légales d'accès en Italie) permettra à des personnes particulièrement vulnérables (mères isolées, enfants, malades, personnes âgées...) d'éviter de recourir à des réseaux criminels pour fuir le danger. Une fois en France, elles pourront faire leur demande de statut de réfugiées et seront hébergées et accompagnées par les organisations associatives en charge de leur accueil.

BURUNDI

Le soja pour la santé

Pour les personnes vivant avec le VIH/Sida, le soja est une source de protéines essentielle. Dans la région de Bujumbura, capitale du Burundi, cet aliment gras peut leur permettre de reprendre du poids alors qu'elles ont perdu l'appétit. Afin que 4 950 d'entre elles puissent en bénéficier, la Caritas locale et une association spécialisée, "Aquamonde-soja", se mettent en campagne, avec l'aide du Secours Catholique, pour accroître la production de cette légumineuse. De 2017 à 2020, les agriculteurs de la zone recevront des semences de soja, 40 animateurs communautaires se formeront à sa culture et à sa transformation, des émissions le feront connaître sur "Radio Maria" et la moitié des bénéficiaires apprendront à le préparer.

SESSIONS

Quand les précaires deviennent théologiens

Le réseau Saint-Laurent offre aux cabossés de la vie la chance de parler de Dieu à travers leur expérience. Réunis à Nevers, ils ont exprimé leur vision du travail devant des théologiens professionnels.

Peut-on faire de la théologie quand on n'a pas fait d'études et que l'on vit à la rue ? Oui, affirment les animateurs du réseau Saint-Laurent (RSL). Soutenu par le Secours Catholique (le coordinateur Jean-Marie Martin est permanent au Secours Catholique du Var et nombre de groupes du réseau sont en lien avec les équipes locales du Secours Catholique), Saint Laurent fédère 80 groupes locaux qui accueillent des personnes en précarité et mènent un travail spirituel à partir de leurs récits. Créé en 2005, le RSL a accompagné la démarche de la Conférence des

évêques de France Diaconia, en animant l'atelier "Place et parole des pauvres". Les groupes, qui rassemblent un millier de personnes, échangent entre eux et se visitent. Ils se retrouvent tous les deux ans pour un pèlerinage commun à Lourdes (1) et pour la session annuelle de théologie pratique de Nevers, ville où vécut et repose sainte Bernadette Soubirous. Ils s'y sont réunis les 3 et 4 décembre derniers pour un week-end organisé avec l'aide de théologiens du Centre Sèvres et de la fondation Jean-Rodhain.

À l'origine, ces rencontres de Nevers

formaient des responsables ecclésiastiques en lien avec les personnes en précarité. Désormais, ce sont ces dernières qui sont invitées à parler de leur vie, de Dieu, s'improvisant théologiennes. Et c'est à partir de leurs paroles qu'interviennent les spécialistes. Cette dynamique toute autre se réfère à une phrase de l'Évangile : « *Ce que tu as caché aux sages et aux savants, tu l'as révélé aux tout-petits* » (Luc 10, 21). « *Comme les savants, nous allons essayer de comprendre Dieu et la manière dont il nous parle à partir de l'expérience de nos vies, souvent dure* », annonce Jean-Claude Caillaux à l'heure des ateliers. Pour lui, fondateur de la communauté de la Pierre d'angle qui fédère 19 groupes autour de la spiritualité du père Joseph Wresinski, les précaires peuvent révéler « *des choses sur Dieu que la société et l'Église ignorent* ».

Pleurs

Réunis en ateliers, les 200 participants ont échangé à partir d'un texte rédigé par des personnes en précarité, sur le thème du travail (voir encadré). Sur un sujet aussi sensible, faire émerger les mots reste délicat. Certains des "apprentis théologiens" ont l'habitude de s'exprimer en public, d'autres moins. Des récits se terminent par des pleurs. On entend souvent la spirale terrible : licenciement, maladie, isolement. Il est souvent question de Dieu, surtout pour lui dire merci.

« *C'est bien, dit un participant, d'être entendu par des gens importants, comme des théologiens.* » Pour ces derniers, intervenir en réaction aux propos des groupes n'est guère évident. Ce que reconnaît sœur Laure Blanchon, qui suit le groupe de la Fraternité Saint-Martin à Tours, membre du RSL. « *Dieu parle à travers l'humanité. Pris dans leurs livres, les théologiens ne le voient pas. Il nous faut partir de la vraie vie.* » Présent à Nevers, Mgr Jacques Blaquart, évêque d'Orléans et président du Conseil épiscopal pour la solida-

À VOIR

Un reportage sur la session de Nevers sur urlz.fr/4WU8



G. KERBAOL / J.S.C.-C.F.

Le réseau Saint-Laurent mène un travail spirituel à partir des récits des personnes en précarité.

VU D'AILLEURS TERRE SAINTE

En plongée dans l'Évangile



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

A la Maison d'Abraham, à Jérusalem, lieu d'accueil ouvert à tous animé par le Secours Catholique-Caritas France, sœur Amanda et trois autres religieuses sont aux petits soins pour leurs visiteurs. « Ils doivent se sentir respectés et être aussi à l'aise ici qu'à la maison. » Des Français participant à une session biblique leur demandent des copies de textes du

Les sessions bibliques permettent à « chacun de relier la Bible à l'histoire et l'histoire à nous-même ».

Nouveau Testament ayant trait aux lieux qu'ils vont découvrir en Terre sainte. Les sœurs leur « donnent envie d'aller, par exemple, à l'église du Saint-Sépulcre, à Jérusalem ou à Bethléem », elles leur indiquent comment s'y rendre ou les y accompagnent.

Aumônier de la Maison d'Abraham, Jean-Claude Sauzet accompagne les sessions bibliques organisées par le Secours Catholique (quatre par an) sur les traces de Jésus. « J'invite chacun à relier la Bible à l'histoire et l'histoire à nous-mêmes. Ce qui donne des clés de compréhension du texte. » Ainsi, Jésus marchant sur l'eau du lac de Tibériade (ou mer de Galilée) – Évangile de Jean,

chap. 6, v. 16-21 – symbolise pour les Juifs « quelqu'un qui domine le mal et la mort. Car pour eux, l'eau de la mer, c'est la mort ».

En plongée dans l'Évangile, ces lecteurs le lisent avec plus d'acuité qu'auparavant. En face du puits de Jacob où le Christ tint un discours de vérité à la Samaritaine – Jean 4, chap. 4, v. 7-30 – ils découvrent un camp de réfugiés palestiniens administré par l'ONU, aux conditions de vie difficiles. « Nous, en tant que chrétiens, en quoi est-ce que cette situation nous interpelle ? » leur laisse comme message le père Jean-Claude. ■

Yves Casalis

Ces lecteurs lisent l'Évangile avec plus d'acuité qu'auparavant.

rité, ne cache pas son enthousiasme pour la démarche.

La force de ces groupes demeure la fraternité et l'entraide qui y règne, comme en témoigne cette femme : « Je suis orpheline. Le groupe "Semeur de lumière" est ma seconde famille. Je m'y sens aimée. On m'y recadre. » Ce besoin d'être ensemble, avec ceux qui connaissent les mêmes galères, se ressent aussi lors des temps de prière. Au-delà des lectures, les membres du RSL apprécient les refrains accompagnés d'une chorégraphie simple. Tout le monde se lève, apprend et reprend les gestes. Les corps s'expriment, les sourires se répondent, faisant naître un bien-être collectif qui semble ne pas vouloir prendre fin. ■

Philippe Clanché

1. Du 30 octobre au 2 novembre prochains, à Lourdes, le RSL sera la cheville ouvrière de l'Université de la solidarité et la diaconie, créée par la Conférence des évêques.

2. Une autre session de théologie pratique est prévue à Tours les 27 et 28 mai.

Travail réel, travail rêvé

Un des plus beaux métiers, c'est d'aider son prochain », dit une participante. « J'espère qu'on a besoin de moi, car j'aime aller vers les gens », s'exclame une jeune femme... au chômage. À Nevers, pas de débats sur les 35 heures ou la loi El Khomri, mais sur la dure réalité. « Les gens de la rue sont déjà rejetés par la société. Alors avec les patrons... ! » Boulots d'hier ou d'aujourd'hui, espoirs et désillusions, tout peut se dire, parfois dans des sanglots.

Sollicités pour réagir aux propos des participants, trois théologiens "professionnels" font part de leur étonnement devant les propos tenus. « Vous idéalisez le travail alors que tout le monde parle de la souffrance qu'il cause », observe Gwenola Rimbault, enseignante émérite de l'Université catholique d'Angers. « Vous insistez sur la qualité des liens qu'il permet, des relations avec les autres et avec soi », ajoute le franciscain Frédéric-Marie Le Méhauté. « Pour vous, le travail est le lieu de la dignité, pour se sentir soi-même important, pouvoir dire que l'on



G. KERBAOL / S.C.-C.F.

est comme tout le monde, respecté, reconnu, debout », poursuit sœur Laure Blanchon qui, comme son collègue franciscain, prépare une thèse de théologie à partir de la parole de personnes en précarité. La religieuse a perçu dans certains récits une expérience de résurrection à travers l'emploi. « Heureusement, reprend le franciscain, on peut ressusciter autrement. Notre dignité est liée à l'amour gratuit de Dieu, et non pas à nos œuvres. » Des paroles reconfortantes pour celles et ceux qui rêvent le travail... de loin. ■

EN FAMILLE(S)

La maison du bien-être

Créée en avril 2016, la Maison des familles d'Annecy est rapidement devenue le point d'ancrage de nombreux enfants et de leurs parents, jusqu'alors isolés. Une belle réalisation commune du Secours Catholique et des Apprentis d'Auteuil.

REPORTAGE JACQUES DUFFAUT

La date du 18 avril approche et Claire Boden souhaite célébrer le premier anniversaire de la Maison des familles d'Annecy qu'elle dirige. Une dizaine de mamans et un papa sont installés dans le salon de la maison, réfléchissant à la manière de marquer l'événement. Par la baie vitrée entrouverte, ils aperçoivent leurs enfants qui jouent, courent et s'amuse sous le soleil précocement printanier de ces vacances de février.

La directrice et son assistante, Camille Mejat, travailleuse sociale, questionnent les parents. Les idées fusent. Quelqu'un propose une réunion de parents sans les enfants.

« *Quand nous venons ici, c'est pour nous sentir bien, pour prendre notre temps. Si les enfants ne sont pas avec nous, on se sent pressées d'aller les chercher* », objecte une maman, approuvée par les autres participantes. Le seul papa présent ne dit rien. C'est la seconde fois qu'il vient avec ses trois enfants. Habitant Thonon-les-Bains, il se sent moins légitime à prendre la parole que les mamans du quartier qui viennent régulièrement. En quelques mois, la Maison des familles est devenue le havre de paix d'une quarantaine de familles. Elles y trouvent écoute, aide psychologique et/ou technique (notamment



Délégation de Haute-Savoie

2 bis, rue du Général Ferrié
74000 Annecy
téléphone : 04 50 45 29 67
hautsavoie.secours-catholique.org
hautsavoie@secours-catholique.org

Nombre d'équipes locales : 27

Nombre de bénévoles : 610

Nombre de lieux d'accueil : 17

Nombre de situations rencontrées : 6 216

Nombre de groupes conviviaux : 16

+ D'INFO

hautsavoie
@secours-
catholique.org

pour celles qui ne sont pas informatisées) et amis. « *Deux fois par semaine, nous faisons le marché, nous cuisinons, nous déjeunons ensemble. Ici c'est beau et on parle français* », dit avec enthousiasme Kuci, Albanaise de 37 ans, mère de quatre fils âgés de 9 à 17 ans. Les deux plus jeunes jouent au football à quelques mètres de la balancelle du jardin où elle est assise. Elle évoque une vie difficile : la violence qu'elle a fui, les six mois à dormir dehors avec ses fils, la chambre qu'ils partagent aujourd'hui. Mais aussi son bonheur d'être en France. Et son désir de devenir un jour assistante sociale.

+ ÉCLAIRAGE CLAIRE BODEN,

DIRECTRICE DE LA MAISON DES FAMILLES D'ANNECY

À la Maison des familles d'Annecy, des parents en manque de lien social viennent avec leurs enfants découvrir d'autres parents et goûter au plaisir de la rencontre et de l'échange.



G. KERBAOL / S.C.-C.F.

La Maison des familles est née de la collaboration du Secours Catholique et des Apprentis d'Auteuil, après une gestation de trois ans qui a servi à peaufiner le projet et à trouver les financements nécessaires. Nous voulions une maison spacieuse et chaleureuse, avec un jardin où puissent jouer les enfants. Pas facile, à Annecy, car la proximité de la Suisse dope les prix de l'immobilier. Finalement, l'église Saint-Étienne, aux portes de la ville, nous a loué ce bâtiment. Après plusieurs mois et 180 000 euros de travaux, la Maison a ouvert en avril 2016. Les

familles viennent quand elles veulent du mardi au vendredi avec, deux fois par semaine, la possibilité de partager le repas de midi. Nous recevons aisément jusqu'à 35 personnes en même temps. Nous leur proposons des activités pour entrer en relation et créer de la confiance, pour valoriser les talents et les ressources de chacun, pour associer pleinement les parents à la vie de la Maison. Nous prenons le temps de nous asseoir, de parler des sujets sensibles touchant à toute forme de précarité : fragilités affective, financière, administrative ou relationnelle. Nous essayons de combattre la disqualification sociale en nous appuyant sur les réussites et les raisons d'être fier de soi.

Propos recueillis par J.D.

Peinture

À l'intérieur, dans une pièce adjacente au salon, Anna (4 ans) et Hiliana (7 ans) confectionnent des masques qu'elles porteront pour mardi gras. La première est une habituée, la seconde vient pour la première fois. Hiliana découvre qu'ici « *il y a plein de choses à faire. Il y a même de la peinture* ». Dans une pièce voisine, les tout-petits font la sieste sous la surveillance de Noëlle Sauvalle, l'une des cinq bénévoles de la Maison qui, en fin de journée, calcule que « *sans l'équipe d'encadrement (la directrice et son assistante, deux volontaires civiques et elle-même), 42 personnes ont passé l'après-midi avec nous.* » ■



En action(s)

Les mercredis et en période de vacances, les grands enfants accompagnent leurs parents à la Maison des familles. S'il fait beau, ils jouent au ballon dans le jardin **1**. Par temps maussade, ils peuvent s'adonner à des activités artistiques **5/6**, tandis que les mamans préparent un repas **3**, s'occupent de leurs enfants en bas âge **2** ou préparent un gâteau d'anniversaire pour les enfants nés durant le mois écoulé **4**.

PHOTOS : GAËL KERBAOL / S.C.-C.F.



Rencontre

AMALIA

Au service des siens

Alors que les communautés indigènes du Chiapas (Mexique) sont désertées par les jeunes adultes, Amalia Perez Hernandez, elle, a décidé de revenir parmi les siens et de les aider. À 29 ans, la jeune femme coordonne le projet santé de Fomento, organisation partenaire du Secours Catholique. Son parcours est un pied de nez au destin.

PAR BENJAMIN SÈZE PHOTOS : SEBASTIEN LE CLEZIO / S.C.-C.F.

Un soleil de fin de journée commence à filtrer à travers le mur de planches. Il est 17 h. À l'intérieur de la bâtisse en bois brut, une dizaine de villageois de la communauté Nuevo Francisco Leon, dans le Chiapas (Mexique), suivent l'atelier santé dispensé par Fomento, une organisation jésuite partenaire du Secours Catholique. Après avoir fait la liste des symptômes d'une hypertension artérielle, ils apprennent maintenant à ma-

nier le stéthoscope. Sur l'un des murs une affiche est scotchée. "Ver solitaire. Prévention des diarrhées et parasites", peut-on lire, inscrit au feutre noir. Un reste de la formation de la veille.

Une jeune femme passe de binôme en binôme, vérifiant les gestes, prodiguant des conseils. Elle s'appelle Amalia Perez Hernandez. Diplômée en chirurgie dentaire, elle est la coordinatrice du projet santé de Fomento. C'est Juan Pablo Orozco, prêtre jésuite, qui

a éveillé notre curiosité à son égard. « Il est très rare que des jeunes qui ont un tel niveau d'études reviennent vivre dans les communautés », nous avait-il confié. On se rendra compte en écoutant la jeune femme de 29 ans que dans l'ordre normal des choses, nous n'aurions jamais dû la rencontrer.

« Chez nous, ce sont les garçons qui font des études », explique Amalia. Elle a grandi à El Capulin, une communauté tzeltal (1) située près de la frontière avec le Guatemala. Elle était l'une des sept filles de la maison. Ses parents, des petits agriculteurs, cultivent des légumes, du maïs, des arachides et de la canne à sucre. La famille est modeste. À 14 ans, lorsque Amalia est envoyée à Morelia, dans le centre du Mexique, c'est pour accompagner l'un de ses deux frères. « Je devais m'occuper de lui, faire le ménage et la cuisine pendant qu'il irait en cours... J'y suis allée à reculons. » L'éloignement familial va finalement se révéler une opportunité pour elle. Dans l'anonymat de cette ville de 600 000 habitants, l'adolescente s'inscrit au lycée. Elle ne dit rien à personne. Son frère est son complice. Au bout de deux ans, le jeune homme abandonne ses études mais accepte de le cacher à leurs parents, afin de laisser le temps à sa petite sœur de finir le lycée. « Sinon, nous aurions dû rentrer immédiatement. » Le mensonge durera un an.

BIOGRAPHIE

1988 :
naissance
au Chiapas

2002 :
Entre en secret au
lycée de Morelia

2011 :
Rentre au Chiapas
pour aider les siens.



Bac en poche, Amalia révèle le secret à ses parents. Elle leur annonce aussi qu'elle veut aller à l'université. Ils comprennent qu'ils n'ont pas vraiment le choix. « *Ils ont accepté* », dit en souriant la jeune femme. « *Mais ils m'ont prévenue qu'ils ne pourraient pas m'aider.* » Peu importe, elle se débrouillera, fera des petits boulots. Les études de médecine sont trop longues et trop coûteuses. Tant pis, elle choisit "dentaire". Pourquoi la santé ? « *C'est quelque chose que j'avais en tête depuis longtemps,* confie Amalia. *L'accès aux soins est un vrai problème dans les communautés. Ma grand-mère est morte d'une crise d'asthme. Ce n'est pas normal.* » L'idée ne l'a jamais quittée. Lorsque six ans plus tard elle obtient enfin son diplôme, l'ascension sociale et le confort matériel que laisse présager une belle carrière en ville ne la font pas dévier. Elle décide de rentrer.

« *Mes camarades de promo n'ont pas compris* » raconte Amalia. Sa famille non plus. « *Mais personne ne m'a reproché d'être rentrée.* »

La communauté lui manquait. Et puis ces quelques années à Morelia lui ont fait prendre conscience du racisme et des discriminations subis par les siens. « *À la fac, des professeurs s'exclamaient en plein cours : "Nous sommes envahis par les indigènes !" Alors que nous représentions à peine un quart des élèves.* »

Son stage en hôpital lui laisse un goût amer. « *Comme il y avait beaucoup de gens qui venaient des communautés, ils m'utilisaient essentiellement comme traductrice.* » La manière dont sont traités les patients indigènes la scandalise. « *Les infirmières ne voulaient pas s'occuper d'eux. À chaque fois, c'était l'heure de leur pause, comme par hasard. Je me suis disputée plusieurs fois avec elles.* » Cela a nourri chez la jeune femme une conscience militante qui l'a confortée dans son choix de rentrer.

“ Ceux qui venaient des villages indigènes, comme moi, ne seraient retournés y vivre pour rien au monde. ”

Aujourd'hui elle ne regrette rien. « *Je me sens utile et j'apprends beaucoup de choses.* » Les problématiques sont multiples. Il y a la base : les gestes de premier secours en cas d'accident domestique, l'hygiène corporelle, surtout pour les enfants, l'alimentation. « *Les chips et les sodas causent beaucoup de dégâts ici : du diabète, de l'obésité,* constate Amalia. *Nous encourageons à consommer des légumes. Nous voyons avec la population ceux qu'elle peut cultiver et la façon de les cuisiner.* » Il y a aus-

si plus compliqué : apprendre à faire des piqûres et des points de suture, à identifier des symptômes, à distinguer les petites maladies de ce qui pourrait être plus grave et nécessiter une hospitalisation. « *Le premier hôpital est à deux heures de route et c'est un hôpital de premiers soins,* indique Amalia. *Pour un établissement mieux équipé, il faut compter huit heures.* »

Pour compenser le manque d'accès aux médicaments, Fomento utilise aussi la médecine traditionnelle à base de plantes, très pratiquée au Chiapas. Enfin, il y a ce combat essentiel pour la jeune femme, celui des droits. Amalia revient sur la négligence dont font parfois preuve les soignants à l'égard des indigènes. « *Un homme a mal au ventre. Il va à l'hôpital de Palenque, il est pauvre et parle mal espagnol. On va l'expédier en considérant que c'est un problème gastrique, alors que c'est un cancer.* » Il y a des abus aussi, comme vis-à-vis de ces femmes à qui on donne un contraceptif sans leur expliquer ce que c'est et sans leur consentement. « *C'est du racisme* », dénonce Amalia. Alors elle a mis au point un programme de formation pour les personnes des communautés qui se rendent à l'hôpital, afin qu'elles « *connaissent leurs droits et les procédures à suivre* ». ■

1. Le tzeltal est une langue maya.



DÉCRYPTAGE

VIVRE À L'HÔTEL

L'HÉBERGEMENT INDIGNE

INTERVIEW 16
ERWAN LE MÉNER

AGIR 17
CHANGER LE SYSTÈME

CONVIVIALITÉ 18
RETROUVER LE BONHEUR DE CUISINER

Chaque nuit en France, près de 40 000 personnes (dont 87 % en Île-de-France), en majorité des familles, sont hébergées à l'hôtel *via* le 115. Une mise à l'abri censée être provisoire, mais qui dure souvent plusieurs années. Promiscuité, insalubrité, éloignement, difficultés pour cuisiner... : l'hôtel fragilise adultes et enfants et les maintient dans la précarité. Au quotidien, le Secours Catholique accompagne ces personnes et se mobilise pour dénoncer et changer un système à bout de souffle et qui coûte cher à l'État. Un dossier pour comprendre.

ANALYSE

La spirale infernale de l'hôtel

Face à l'accroissement du nombre des personnes à la rue, l'État propose depuis une vingtaine d'années des hébergements d'urgence en chambres d'hôtel *via* le 115. Des conditions d'hébergement indignes maintiennent les familles, en majorité d'origine étrangère, dans la précarité matérielle et morale et ne les aident pas à s'en sortir.

ENQUÊTE : CÉCILE LECLERC-LAURENT / PHOTO : ELODIE PERRIOT / S.C.-C.F.

A lors qu'elle venait d'accoucher, Jacqueline* a bien failli dormir dehors avec son nouveau-né en 2015. Elle a appelé le 115 qui l'a orientée vers un hôtel à Vaujours. « Pendant un an et demi, nous avons vécu à l'étroit dans une chambre de 7 m². Mon enfant était tout le temps malade à cause de l'humidité et des moisissures. Il y avait aussi des cafards, des punaises de lit et des souris, c'était très sale ! » témoigne-t-elle. De nombreux hôtels pourtant financés par la puissance publique sont en effet insalubres. Dans ceux qui restent corrects en termes de propreté, les familles doivent tout de même faire face à l'exiguïté des lieux : une petite chambre pour deux à cinq personnes, l'absence de cuisine et souvent, dans 40 % des cas selon une étude réalisée par le Secours Catholique en 2014 en Île-de-France**, les douches et toilettes sont sur le palier. Difficile, dans ces conditions, de se laver et de se nourrir correctement ! « Le micro-ondes est interdit dans notre chambre », dit Bakaye, hébergé à Sevran. « On doit constamment descendre dans la cuisine commune aux cinq étages de l'hôtel et faire la queue pour pouvoir cuisiner. Ce n'est pas vraiment un chez-nous, du coup. » Diana, de Poissy, se sent encore moins à la maison, car l'hôtelier, qui a les clés, entre dans sa chambre régulièrement pour contrôler : « Il m'a obligé à me débarrasser de jouets et de vêtements, il me parle comme à un chien. » Les hôteliers imposent fréquemment des règles strictes : interdiction de visites de personnes extérieures, interdiction pour les enfants de jouer dans les parties communes, etc. Le 115 interdit également de quitter l'hôtel même pour une seule nuit, sous peine de perdre sa place. « Si on s'absente ne serait-ce qu'une nuit, on a peur de perdre notre chambre. Alors on reste là, on est bloqué entre nos quatre murs, et ce depuis trois ans », explique Amina*, de Garges-lès-Gonesse. Avec son mari et ses trois enfants, elle a par ailleurs connu 12 hôtels différents en six mois, avant d'être stabilisée. Les familles sont

en effet souvent ballottées, parfois même d'un département à l'autre. C'est le cas en Île-de-France, où les hôtels sont mobilisés sur toute la région.

Des personnes fragilisées

Ce ballottage d'hôtel en hôtel, parfois à des kilomètres, a des conséquences sur l'insertion des familles : comment dès lors trouver un emploi stable ? Et scolariser les enfants ? Comment avoir un accompagnement social ? En effet, les familles sont souvent domiciliées à un endroit et hébergées à un autre. C'est le cas de Saïdatou, logée à Magnanville (78) et domiciliée dans le 14^e arrondissement de Paris : « L'école de mes enfants est donc à Montparnasse, on a 1h50 de transport tous les matins, l'instituteur de ma fille me dit qu'elle est constamment fatiguée. » « L'hôtel oblige les ■■■

+ LE POINT DE VUE DE LATIFA*

Depuis trois ans et demi, Latifa, 11 ans, vit à l'hôtel avec ses parents, son frère de 17 ans et sa sœur de 2 ans, d'origine algérienne.

Je dors dans la chambre avec toute la famille : il y a un lit superposé avec deux places à chaque étage et un lit à côté qu'on replie la journée. Je préfère dormir sur le lit toute seule, mais mon frère aussi, alors on se dispute. Je suis habituée à m'endormir avec le bruit dans la chambre. Je n'ai pas le choix, je suis obligée de dormir là. Je fais mes devoirs sur la table qui sert aussi de table à manger. Mais c'est difficile de me concentrer avec ma petite sœur ! On n'a pas le droit de jouer dans les couloirs, alors avec mes copines de l'hôtel, on joue dans un coin de la chambre. J'ai des copines aussi à l'école, mais elles n'ont pas le droit de me rendre visite ici, et de toute façon, je ne leur dis pas que je vis à l'hôtel. Parfois, je joue dehors mais avec les voitures sur le parking, c'est

“

Il manque souvent de l'eau chaude le dimanche quand je veux me doucher.”

dangereux ! Le chauffage ne marche pas toujours bien et j'ai froid. Il manque aussi souvent de l'eau chaude le dimanche quand je veux me doucher. Heureusement, ici, on a une salle de bain dans la chambre, car avant, dans les autres hôtels, on devait aller aux toilettes dans le couloir et c'était casse-pieds la nuit ! Je rêve d'avoir un jour une vraie chambre pour moi où je pourrai être tranquille et accrocher mes dessins ! Parfois, je le dis à mes parents, mais je sais qu'eux aussi en ont envie.

Propos recueillis par Cécile Leclerc-Laurent

* Le prénom a été modifié.

+ PLUS D'INFOS

Analyse des besoins sociaux Familles à l'hôtel : urlz.fr/4Zeo

■■■ familles à gérer quotidiennement l'imprévu et à se prémunir contre l'instabilité résidentielle », écrivent les auteurs de l'étude "Enfances à l'hôtel" de l'observatoire du Samu social et de l'Oned (Observatoire national de l'enfance en danger). Cette instabilité et cet éloignement isolent les familles qui se coupent de tout lien familial et amical. Les relations au sein même des familles sont compliquées elles aussi du fait du manque d'intimité, ce qui se répercute sur les enfants : « On était comme dans une prison dans la chambre, les enfants étaient enfermés et ne pouvaient même pas circuler », raconte Leloucha, accompagnée par le Secours Catholique. « Ces limitations créent un sentiment d'oppression ou d'entrave à l'appropriation des lieux comme lieux de vie », observent les auteurs de l'étude. De nombreux enfants, qui représentent la moitié des personnes hébergées, souffrent par conséquent de troubles du sommeil et du comportement. L'hôtel les fragilise encore plus !

Faute d'alternative

Malgré toutes ces conséquences néfastes sur les familles, le nombre de nuitées hôtelières augmente d'année en année. Il est passé de 15 000 en 2010 à 35 000 en 2014. L'offre est aujourd'hui saturée, particulièrement en Île-de-France, d'autant que les personnes hébergées restent désormais plusieurs années à l'hôtel, faute d'alternative. L'État a été pris à son propre piège. C'est pourtant un non-sens économique, estime Christine Laconde, directrice du 115 à Paris : « L'hôtel coûte 17 € par nuit et par personne, donc à l'instant T, il coûte moins cher qu'un Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (30 €). Mais c'est un leurre car à long terme, avec les coûts sociaux et sanitaires, l'hôtel coûte plus cher ! » Le gouvernement en a aussi conscience. Il a mis en place en 2015 un plan triennal dégageant les crédits de 10 000 nuitées d'hôtel pour créer 13 000 places en dispositifs alternatifs et 6 000 places pour les demandeurs d'asile. Reste à savoir si ce plan portera ses fruits. ■

* Le prénom a été modifié.

** "De l'hôtel au logement, c'est possible !", décembre 2014.

INTERVIEW ERWAN LE MÉNER

« Le recours à l'hôtel, un symptôme du mal-logement. »

Sociologue, Erwan Le Méner travaille à l'Observatoire du Samu social de Paris, organisme qui gère la majorité des nuitées hôtelières en Île-de-France, ainsi qu'au Centre d'étude des mouvements sociaux (CEMS).



DR.

Comment expliquer que l'hôtel soit aujourd'hui devenu une "mise à l'abri" qui dure ?

Plusieurs raisons : d'abord, il y a une réelle carence du parc de logements abordables ; ensuite les structures d'hébergement de longue durée avec accompagnement social de type CHRS sont déjà remplies ; enfin, la majorité des personnes à l'hôtel sont sans papiers. Cela ralentit la sortie du dispositif hôtelier vers des structures de qualité, comme les logements transitoires de type Solibail. Car qui dit absence de papiers dit absence de travail, donc de revenus légaux et de logement. Au final, la demande d'hébergement ne cesse de croître. Parallèlement, le parc hôtelier grossit aussi (plus de 600 hôtels en Île-de-France), mais pas aussi vite que la demande.

L'augmentation des nuitées à l'hôtel traduit-elle la réalité du mal-logement en France ?

Oui, cela révèle qu'aujourd'hui il est difficile d'avoir un logement. Il n'y a qu'à voir les listes d'attente pour des logements sociaux. Mais l'augmentation des nuitées à l'hôtel est aussi une manifestation du durcissement des politiques migratoires. L'hébergement hôtelier sert d'espace d'attente pour des personnes sans papiers, qui ne sont ni régularisables, ni expulsables. On autorise ces gens à rester sur le territoire mais, on fait comme s'ils ne voulaient ou ne pouvaient s'installer durablement.

L'hôtel maintient-il ces familles dans la précarité ?

Je ne pense pas que le problème soit avant tout la taille des chambres ou la propreté. En revanche, ce qui est d'abord difficile à vivre pour les familles, c'est l'imprévisibilité. C'est dur de savoir que l'on devra quitter l'endroit où l'on vit aujourd'hui, sans savoir pour quoi ni pour où. Le ballottage complique la vie quotidienne et ébranle les ancrages, par exemple celui de l'école, capital pour les enfants comme pour les parents. Tout cela est déstabilisant et produit de la précarité ! Sans parler du fait que les familles sont aussi soumises au pouvoir discrétionnaire des hôteliers. Elles vivent avec la peur au ventre, celle d'être exclues en cas de non-respect du règlement.

Si on prend en compte le coût sanitaire, social et économique, ne vaudrait-il pas mieux penser à long terme plutôt qu'à court terme ?

Comparé aux autres dispositifs à court terme, il n'y a guère moins cher que l'hôtel. Mais quand on regarde la lenteur de la sortie de cet hébergement, on se dit qu'on pourrait faire attendre les familles dans de meilleures conditions. À long terme, l'État serait gagnant s'il mettait en place des formules de logement plus stables. La question qui se pose concerne le droit à habiter, c'est-à-dire non seulement celui d'avoir un toit sur la tête, mais surtout celui d'avoir un rapport familial à son lieu de vie. Dans ce contexte, la loi de 2015 qui vise à créer 13 000 places dans des dispositifs alternatifs est louable dans ses intentions. Et il y a des améliorations notables du quotidien en hôtel, par exemple avec la conception d'hébergements plus adaptés à la vie de famille. Néanmoins, il faut bien voir que l'État ne peut pas se passer d'hébergements à l'hôtel tant qu'il n'aura pas réglé la question administrative qui conditionne l'accès au logement. Si on supprime l'hôtel sans autre solution pour ces familles sans papiers, elles se retrouveront à la rue !

Recueillis par Cécile Leclerc-Laurent

AGIR

Changer le système

Au quotidien, le Secours Catholique accompagne les personnes hébergées à l'hôtel pour améliorer leurs conditions de vie. L'association demande aussi la mise en place d'alternatives de logement.

« **C'**est pas une vie, l'hôtel ! Je survie avec mes trois enfants », raconte Sarah*, qui paie elle-même sa chambre, faute d'avoir pu joindre le 115. « Grâce au Secours Catholique, je reste debout... Quand j'ai besoin de parler, ils sont là. »

« Les personnes qui vivent à l'hôtel sont fragilisées et exclues. Alors, avant tout, nous tissons un lien fraternel de présence pour qu'elles ne se sentent pas abandonnées », explique Hervé de Souich, président du Comité régional du Secours Catholique d'Île-de-France. Tout est prétexte pour redonner leur dignité aux personnes : cours de français, aide aux devoirs, vacances... « On s'organise avec les hôteliers ou le 115 pour que les familles puissent partir quelques jours », explique Nicolette, bénévole à Épinay. « On leur permet ainsi de souffler. » L'accompagnement du Secours Catholique vise aussi à permettre aux personnes d'accéder à leurs droits, en les redirigeant si nécessaire vers les services de l'État concernés. Les bénévoles les aident dans leurs démarches pour obtenir des papiers, scolariser leurs enfants, constituer un dossier Dalo (droit au logement opposable) et surtout pour faire appliquer le droit à la domiciliation. Ils font pression auprès du Centre communal d'action sociale (CCAS) local pour qu'il domicilie les personnes vivant en hôtel, ce qui leur permettra d'accéder à un suivi social. « Notre réseau interpelle localement les pouvoirs publics et agit avec les personnes pour faire appliquer le droit et changer les choses », déclare Matthieu Hoarau, chargé de projets "De la rue au logement".

Autre exemple : le Secours Catholique veut que cesse le ballottage des

+ À LIRE

L'enquête du Secours Catholique : **"De l'hôtel au logement, c'est possible !"** (décembre 2014). À lire sur notre site dans la rubrique Publications.

familles et travaille avec ses partenaires pour pérenniser leur hébergement à l'hôtel, au moins pendant la durée de l'année scolaire. De même, l'association appelle à un contrôle de la qualité des prestations des hôteliers, qui reçoivent de l'argent public pour la mission qu'ils effectuent. « Nous avons réussi à mettre en place des fiches anonymes de signalement des dysfonctionnements, relate Hervé de Souich. Nos bénévoles les récupèrent et les transmettent au Samu social ou au SIAO. Nous avons aussi le projet de créer une charte d'engagement des hôteliers. »

Résoudre la crise du logement

« Mais au-delà de cette amélioration des conditions de vie indignes à l'hôtel, nous préconisons avant tout la sortie

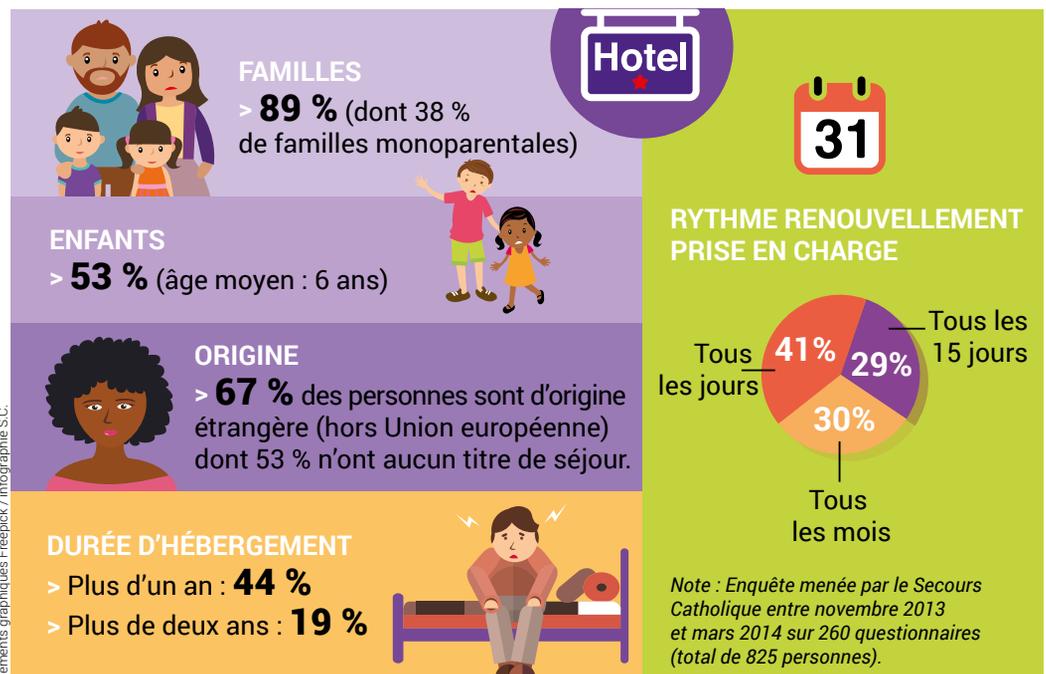
de ce mode d'hébergement et la mise en place d'alternatives durables pour permettre l'insertion des familles », affirme Matthieu Hoarau. Cela passe par l'augmentation du nombre de places d'hébergement d'insertion et des capacités des Centres d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada), par la construction de logements sociaux à loyers abordables et par la mobilisation du parc privé et des logements vacants.

À titre d'exemple, depuis trois ans, le Secours Catholique de Clermont-Ferrand et d'autres associations partenaires ont mis en place une intermédiation locative pour des familles déboutées du droit d'asile. Une vingtaine de logements issus des parcs public et privé sont ainsi loués par les associations. « On offre à ces familles un hébergement plus stable : c'est plus économique et plus efficace socialement, car elles sont mieux accompagnées », explique Pierre Nollevalle, délégué Auvergne-Cantal-Puy-de-Dôme. Le nom de ce projet qui vise à être déployé dans d'autres villes ? "Alternativ' Hôtel". ■

Cécile Leclerc-Laurent

* Le prénom a été modifié.

Profil des personnes hébergées à l'hôtel en Île de France





CONVIVALITÉ

Retrouver Le bonheur de cuisiner

Chaque lundi après-midi, depuis 2013, à Clichy, le Secours Catholique propose un atelier cuisine aux femmes qu'il accompagne. La plupart vivent à l'hôtel et viennent pour le plaisir de se retrouver, de quitter leur chambre et d'apprendre de nouvelles recettes.

« **O**n va faire quoi, chef, aujourd'hui ? » Dans une salle équipée d'une cuisine prêtée par le centre culturel Serge-Gainsbourg de Clichy, une douzaine de femmes s'activent. Leur "chef", Hassiba Benameur, distribue tabliers et planches à découper. « Aujourd'hui : tartelettes aux poireaux ! On va faire frire les poireaux avec des oignons rouges à la poêle et il vaut mieux les couper en petits mor-

ceaux, comme ça », déclare-t-elle, geste à l'appui, aux femmes attentives. Toutes connaissent le Secours Catholique parce qu'elles vivent dans des situations précaires. La moitié d'entre elles sont hébergées à l'hôtel. « C'est comme si on était en famille, ici. On cuisine dans la bonne humeur. Ça me change de l'hôtel où c'est trop petit ! » s'exclame Amina.

Najat, elle, vit à l'hôtel à Romainville. Ses enfants sont scolarisés dans le 9^e arrondissement de Paris, mais la famille est toujours domiciliée à Clichy : « Pendant la journée, je ne peux pas rentrer à l'hôtel, à cause des temps de transport. Je suis condamnée à errer. Alors cet atelier m'occupe et ainsi je vois du monde. » Offrir un temps de convivialité à ces femmes souvent isolées est bien le but premier de cet atelier cuisine. « Ici, on donne un moment de bonheur, explique Hassiba. Les femmes oublient leurs problèmes grâce à la cuisine. Elles se sentent utiles et s'entraident. » Chaque lundi, Hassiba propose deux recettes. Elle aime innover : quiches, gratins, mais aussi éclairs au chocolat, chouquettes, tartes aux pommes... Les participantes



C. HARGOUËS / S.C.-C.F.

saupoudré de gruyère, sur la pâte feuilletée dans les petits moules. « Vous voyez, conclut Hassiba, avec un rien on peut faire beaucoup de choses. Ça ne coûte pas cher et ce sont des vitamines pour vos enfants. » Amina est enchantée : « Ça me donne une idée de recette. La prochaine fois, je ferai ma quiche moi-même dans la cuisine collective de l'hôtel, plutôt que d'en acheter des toutes faites au supermarché. » Mais toutes n'ont pas de cuisine à l'hôtel, comme Fadila qui n'a pas non plus le droit d'avoir un micro-ondes ou un frigo dans sa chambre. Elle stocke ses aliments sur le rebord de sa fenêtre, à l'extérieur, et cuisine parfois chez une amie. L'impossibilité de préparer les repas, et même de conserver les aliments, a des répercussions importantes sur la santé : de nombreuses familles présentent des carences en fer et vitamines ou des problèmes d'obésité. Avec l'atelier cuisine, « on offre aussi un espace où l'on peut se faire plaisir avec la nourriture car souvent, à l'hôtel, vu les conditions, cuisiner et manger n'est plus un plaisir », observe Sarah Dauphin, animatrice du Secours Catholique en charge de l'atelier. Ce lundi, par exemple, après les tartelettes aux poireaux, Hassiba propose de fourrer, avec de la confiture à la pomme et à l'orange, une génoise réalisée la semaine précédente avec les participantes. « On la fourre donc avec notre confiture et aussi avec un mélange de crème fouettée, de mascarpone et de chocolat noir ! » explique-t-elle.

Après la cuisine, c'est l'heure de la dégustation ! Les femmes se partagent le gâteau tout en se montrant les photos de leurs enfants sur leurs portables. Puis elles emballent les restes du repas dans des boîtes et des sachets plastiques, afin de les rapporter chez elles. « Les enfants sont ravis, le lundi soir, lorsque je reviens avec de quoi manger. Ils voudraient que ce soit tous les jours », raconte Ikram. Fadila se prépare à partir : « À la semaine prochaine ! Je reviens toujours, car ici j'oublie mes malheurs. J'ai besoin d'être avec les autres. Cet atelier, c'est ma bouffée d'air frais ! » ■

Cécile Leclerc-Laurent

« C'est comme si on était en famille. On cuisine dans la bonne humeur. »

aussi font des propositions de recettes qu'elles voudraient tester, comme les gâteaux à la cannelle ou la soupe marocaine "harira". Hassiba décide en fonction des ingrédients disponibles. En effet, chaque semaine, elle s'approvisionne grâce aux colis alimentaires du Secours Catholique qui proviennent des dons de trois supermarchés et aux fruits et légumes des jardins de Cocagne et d'Andes, réseau national des épicerie solidaires. La bénévole complète alors avec un budget de 20 euros. « On n'a que des produits frais, aucune boîte de conserve ! » assure Rosa, bénévole avec Hassiba. « L'objectif, c'est aussi d'apprendre aux femmes à cuisiner de manière équilibrée des produits qu'elles ne connaissent pas, comme certains légumes qu'elles trouvent dans les colis : les salsifis, les choux ou comme aujourd'hui les poireaux. »

Des recettes savoureuses et équilibrées

Les poireaux et oignons rouges sont cuits. Hassiba explique aux participantes qu'il faut y ajouter de la crème fraîche et des œufs, bien mélanger puis déposer le tout,

+ POUR ALLER PLUS LOIN

> **Témoignages en vidéo "De l'hôtel au logement, c'est possible"** sur notre chaîne YouTube. Voir en particulier les témoignages de Diana et de Saïdatou, ou encore l'interview de Christine Laconde, directrice du 115 à Paris : urlz.fr/4ZeG

> **"Enfances à l'hôtel, une enquête exploratoire sur la vie quotidienne des enfants sans logement"**. Par l'Oned (Observatoire national de l'enfance en danger) et l'Observatoire du Samu social de Paris, octobre 2012.

> **"L'hôtellerie sociale : un nouveau marché de la misère ? Le cas de l'Île-de-France"**, Erwan Le Méner. Sur www.persee.fr, *Politiques sociales et familiales*, n° 114, décembre 2013 : urlz.fr/4Zf2

Coups de pouce

Le Secours Catholique-Caritas France répond chaque mois en France à 50 000 appels à l'aide. Voici cinq de nos "coups de pouce", merci de tous les soutenir. Sachez que tout excédent financier sera affecté à des situations similaires. Par souci de confidentialité, les prénoms sont modifiés.



APPEL DE SÉBASTIEN

BRETAGNE

D'abord veiller sur sa mère

Sébastien, 55 ans, travaille depuis toujours dans la ferme familiale où il vit seul avec sa mère âgée. Petit agriculteur producteur laitier malmené par la mauvaise conjoncture des prix des marchés agricoles, il survit à peine. Sept ans le séparent encore de sa retraite. Handicapé par les séquelles d'une grave maladie, surchargé de travail, il n'en déploie pas moins la plus grande énergie pour assister sa mère dépendante afin qu'elle puisse rester à la maison. Mais les conditions de vie, dans leur habitation reconnue insalubre, sont devenues intenable. Sébastien épargne sur tout pour pouvoir maintenir son activité et continuer le remboursement d'emprunts en cours, qui prendra fin dans les prochaines années. La ferme est gérée au mieux, bien tenue, le lait de ses vaches reconnu pour sa qualité. Accompagné par des institutions et organismes locaux, Sébastien a obtenu les aides à l'amélioration de l'habitat. Mais il reste à sa charge une somme que son état de dénuement ne lui permet pas de régler. 4 000 euros seront pour lui un immense soulagement.

APPEL DE TAHIR ET ZEHRA

PAYS-DE-LA-LOIRE

Les tribulations d'une famille

Tahir et Zehra, 47 et 38 ans, ont fui les persécutions dans leur pays d'origine. En situation régulière, tous deux ont un travail stable et s'insèrent activement avec leurs trois enfants de 19 à 7 ans. Le moment du renouvellement des cartes de séjour arrive. À leur surprise, celui-ci leur est refusé. Les époux

perdent leur emploi et leur situation financière s'effondre. Ils sont sur le point de perdre aussi leur logement. Éperdus, Tahir et Zehra multiplient les démarches. Enfin, le dysfonctionnement administratif est reconnu et les cartes de séjour sont renouvelées. Tahir et Zehra retrouvent leur emploi. Mais entre-temps, malgré tous leurs efforts, des impayés se sont accumulés. 2 000 euros permettront à cette famille de rétablir sa situation financière.

APPEL D'ASMA

DRÔME

Une maman en plein désarroi

Mère de sept enfants de 19 à 1 an et seule, Asma a toujours travaillé pour les élever. Mais un grave accident de santé survenu l'an dernier lui a laissé des séquelles qui l'empêchent de reprendre son activité. Le temps qu'une pension d'invalidité lui soit attribuée et versée, sa situation financière s'est fortement dégradée et elle n'a pu empêcher l'apparition d'impayés. Malgré un budget très tendu qui ne permet pas de parer aux imprévus, elle s'efforce de résorber peu à peu ses dettes. Heureusement, ses deux aînés s'acheminent vers leur autonomie. 2 500 euros remettront le budget de cette famille à l'équilibre et apaiseront les angoisses d'Asma.

APPEL DE JOVAN

GRAND-EST

Le permis français

Père de cinq enfants de 22 à 5 ans, en situation régulière, Jovan cherche désespérément du travail. Les quelques missions en intérim qu'il effectue sont loin de suffire aux besoins de ses cinq enfants, dont les aînés recherchent eux aussi un emploi, et de sa femme handicapée qui

ne peut travailler. Des lieux de travail dispersés, des horaires atypiques, les besoins de la vie familiale et l'impérieuse nécessité de travailler plus rendent indispensable un véhicule. Or, son permis de conduire n'étant pas reconnu par la préfecture, Jovan n'a d'autre solution que de le repasser. Il obtient une aide institutionnelle, mais 500 euros sont encore nécessaires.

APPEL D'AMBROISE

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Un véhicule pour un emploi

Ambroise a fui son pays avec sa femme, ses trois enfants de 8, 6 et 4 ans et sa belle-mère. Ils ont obtenu le statut de réfugiés. Aidés par des amis français et un bon réseau de soutien, ils vivent désormais dans une région rurale de montagne et s'impliquent dans les activités du Secours Catholique et de leur paroisse. Les époux cherchent tous deux du travail. Ambroise vient de trouver un emploi, mais celui-ci exige qu'il ait un véhicule, d'autant plus que les transports collectifs locaux sont peu développés. Une voiture d'occasion lui est proposée. Ambroise fournit une participation mais il reste à trouver 3 300 euros.



PROJET INTERNATIONAL

Bangladesh : agriculture et équilibre écologique

Soutenue par le Secours Catholique de juillet 2013 à juin 2016, la première étape de ce projet a permis de réduire la culture sur brûlis au Bangladesh.

Dans une région du sud-est du Bangladesh soumise aux aléas climatiques, le projet de Caritas Chittagong allie l'agriculture et la protection de l'environnement grâce notamment à l'emploi d'engrais organiques. Aujourd'hui, l'érosion a diminué, l'alimentation s'est diversifiée, les revenus des producteurs ont augmenté. La seconde phase du projet, appuyée par le Secours Catholique de juillet 2016 à juin 2017, vise à améliorer encore le quotidien. 80 fermiers se forment à la gestion des sols après la récolte et 120 à la préservation des semences. Plus globalement,



G. KERBAOU / S.C.-C.F.

2 375 paysans très démunis, bengalis et membres de minorités ethniques habitant 70 villages, apprennent à cultiver tout en respectant l'environnement. Contribution du Secours Catholique : 250 000 euros. ■

GRÂCE À VOUS...

En décembre 2016, nous appelions votre attention sur la situation d'Audrey, maman élevant seule son fils maintenant âgé de 13 ans, dont le faible budget était grevé par les dettes laissées par son ex-compagnon. Titulaire d'un bac pro, Audrey avait travaillé durant dix ans avant de subir un licenciement. Elle avait alors préparé et obtenu un BTS, puis entrepris une formation en vue d'une licence professionnelle. Plusieurs institutions participaient au financement de sa formation et son conseiller emploi lui avait assuré que le solde serait pris en charge grâce au droit individuel à la formation. Or la législation avait changé et ce financement n'existait plus. Audrey se retrouvait face à cette dépense qu'elle ne pouvait assumer. Grâce à vous, Audrey a réussi sa formation avec les félicitations du jury. Après plusieurs stages, elle a été embauchée par un organisme et elle espère être titularisée. « *Le chemin n'est pas encore terminé pour réellement sortir de cette mauvaise passe mais il a de grandes chances d'aboutir (changement de logement, titularisation), écrit-elle. Je vous remercie encore pour votre aide et je serai toujours reconnaissante de ce que vous m'avez apporté.* » ■

+ LE SAVIEZ-VOUS ?

Votre reçu fiscal 2016

Peut-être avez-vous soutenu nos actions au cours de l'année 2016 ? Si vous êtes imposable, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt sur le revenu.

En effet, les dons versés au Secours Catholique sont déductibles, pour l'année 2016, à 75 % jusqu'à 530 €, puis à 66 % au-delà de cette somme dans la limite de 20 % de votre revenu imposable (avec un report possible pendant 5 ans).

Pour chaque don, nous adressons un reçu fiscal : par courriel vers votre boîte mail si vous en avez fait la demande, sinon par courrier postal.

Quel que soit le mode, Internet ou traditionnel (envoi postal, remise directe au Centre des finances publiques...), choisi pour remplir votre déclaration de revenus, il n'est plus nécessaire de joindre votre reçu fiscal. Cependant, sur demande du Trésor public, vous devez pouvoir le lui fournir.

À tout moment, nous sommes en mesure de vous transmettre un duplicata de reçu fiscal pour vos dons au Secours Catholique.

N'hésitez pas à contacter votre délégation départementale ou le service donateurs (01 45 49 73 50 ou service.donateurs@secours-catholique.org).

Sachez que, tout au long de l'année, même si vous effectuez un don par chèque, vous pouvez nous demander de vous transmettre votre reçu fiscal par courriel, en nous communiquant votre adresse mail. Cela nous permettra de réaliser une importante économie sur les frais d'affranchissement.

Soyez de tout cœur remerciés de votre générosité, c'est vous qui nous donnez les moyens d'agir auprès des personnes en difficulté.

Vos coups de pouce

Retournez ce coupon, accompagné de votre don par chèque à l'ordre du Secours Catholique, à votre délégation ou au Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac - 75007 Paris.

Oui, je souhaite venir en aide aux plus démunis, je fais un don pour soutenir :

- Toutes les actions du Secours Catholique : €
- Le projet international Bangladesh : €

Tous les "coups de pouce" de Messages n° 722 : €

Plus particulièrement le(s) "coup(s) de pouce" suivant(s) :

- l'appel de Sébastien : €
- l'appel de Tahir et Zehra : €
- l'appel d'Asma : €
- l'appel de Jovan : €
- l'appel d'Ambroise : €

Association reconnue d'utilité publique, habilitée à recevoir des legs, donations et assurances vie exonérés de droits.



Fiscalité. Si vous êtes imposable, vous pouvez déduire de votre impôt sur le revenu 75 % du montant de vos dons à hauteur de 531 €, puis 66 % au-delà de cette somme, et ce dans la limite de 20 % de votre revenu imposable (articles 200 et 238 bis du Code général des impôts). **Confidentialité.** Toutes vos données personnelles restent la propriété du Secours Catholique-Caritas France. Elles ne sont ni louées, ni échangées avec quelque organisme ou entité que ce soit, hormis la Fondation Caritas France. **Rigueur et transparence.** Les comptes sont contrôlés à différents niveaux : par un commissaire aux comptes et par un audit interne. Le Secours Catholique-Caritas France a été audité en 2006 par la Cour des comptes.



▲ *Le Sermon sur la montagne*
Jacques Callot (1592-1635)

ÉVANGILE SELON SAINT MATHIEU 5, 21-26

Va te réconcilier

« Vous avez appris qu'il a été dit aux anciens : Tu ne commettras pas de meurtre, et si quelqu'un commet un meurtre, il devra passer en jugement. Eh bien ! moi, je vous dis : Tout homme qui se met en colère contre son frère devra passer en jugement. Donc, lorsque tu vas présenter ton offrande à l'autel, si, là, tu te souviens que ton frère a quelque chose contre toi, laisse ton offrande, là, devant l'autel, va d'abord te réconcilier avec ton frère, et ensuite viens présenter ton offrande. Mets-toi vite d'accord avec ton adversaire pendant que tu es en chemin avec lui, pour éviter que ton adversaire ne te livre au juge, le juge au garde, et qu'on ne te jette en prison. Amen, je te le dis : tu n'en sortiras pas avant d'avoir payé jusqu'au dernier sou.

« Alors tu pourras pardonner »

PAR LE GROUPE DE LA FRATERNITÉ SAINT-LAURENT DE TOULOUSE

“ Quand on a purgé sa peine, on est libéré et on peut se convertir. ”

« **T**u n'en sortiras pas avant d'avoir payé jusqu'au dernier sou », ça me surprend : Jésus est miséricordieux. »

« C'est peut-être notre côté humain qui remâche son problème et n'en sort pas. Alors on reste dans l'angoisse et l'inquiétude. Payer jusqu'au dernier sou, c'est une image : quand on a purgé sa peine, on est libéré, délivré, et on peut se convertir. »

« Tout homme qui se met en colère contre son frère devra passer

en jugement : ça veut peut-être dire : si tu fais le mal, réfléchis. Tu seras pardonné si tu fais le nécessaire. Le nécessaire, c'est d'aller d'abord se réconcilier avec son frère. »

« Quand je suis réconcilié, je peux revenir vers Dieu. Mais si je ne fais pas cette démarche, ça ne sert à rien que j'aille vers Dieu en premier, puisque je suis dans le tumulte, la colère et l'angoisse. »

« On peut aller vers celui qui nous a offensés parce que Dieu nous donne

cette force de pouvoir pardonner et que lui-même nous pardonne. »

« Demander pardon, c'est peut-être une offrande. On peut offrir ses larmes ou sa vie au Seigneur. »

« Pour moi, faire la justice, c'est se surpasser pour aller vers les personnes en souffrance ou en difficulté. »

« J'ai envie de dire : tu n'en sortiras pas avant d'être en paix avec toi-même, et avant de t'être réconcilié avec ton frère. »

« Il faut que tu sois bien dans ta peau, il faut que tes colères, tu puisses les canaliser, les surpasser et t'apaiser toi-même. Alors, le mal qu'on t'a fait, tu pourras le pardonner. » ■

† LA MÉDITATION DE DOMINIQUE FONTAINE, AUMÔNIER GÉNÉRAL

La force du pardon



LE PERRIOT / SC-CF

Quand je lis à la messe ce passage du Sermon sur la montagne, comme les membres de ce groupe, je suis surpris des paroles dures de Jésus, surtout après l'année de la Miséricorde ! Et souvent je suis bien embarrassé dans mon homélie ensuite. Mais je découvre que nos amis de Toulouse me donnent la réponse : la vraie offrande à Dieu, c'est de donner le pardon, et aussi de demander le pardon. Quand ils disent que les larmes peuvent être une offrande au Seigneur, on mesure le poids des épreuves qu'ils ont pu vivre. Sans le dire explicitement, ils traduisent la parole de Jésus par :

tu ne t'en sortiras pas avant d'avoir payé jusqu'au dernier sou. Tu ne t'en sortiras pas si tu n'as pas traversé jusqu'au bout la colère, c'est-à-dire jusqu'à la réconciliation avec le frère et avec toi-même. Et tu peux alors te surpasser pour aller vers ceux qui vivent comme toi ces épreuves relationnelles douloureuses. Et tu découvriras la force de Dieu qui fait son œuvre dans ton cœur par sa miséricorde. Merci à ce groupe de Toulouse de nous faire découvrir la force du pardon.



Ce commentaire rédigé par le groupe de la fraternité Saint-Laurent de Toulouse est extrait d'une émission spéciale Carême réalisée par Radio présence, radio généraliste d'inspiration chrétienne de la région toulousaine. Durant 40 jours, Radio présence donne la parole aux personnes en précarité pour commenter l'Évangile du jour. À écouter dans toute la France sur www.radiopresence.com.

Agenda



G. KERBAOL / S.C.-C.F.

DU 24 AU 27 AOÛT

Université d'été des jeunes à Saint-Malo

Pour la troisième année consécutive, au moins 500 jeunes Européens (dont des Français), Africains et Moyen-Orientaux sont attendus à Saint-Malo du 24 au 27 août prochains pour les universités d'été Young Caritas. La rencontre sera consacrée cette année à la construction d'une société interculturelle et interreligieuse.

Contact : emmanuel.curis@secours-catholique.org
dept.benevolatetjeunes@secours-catholique.org

À découvrir

Un site Internet sur les prisons dans le monde

L'association française "Prison Insider", fondée en 2015 par des juristes, sociologues, journalistes... avec le concours d'anciens détenus, a pour ambition de « *faire connaître les conditions de détention et de promouvoir les droits et la dignité des personnes privées de liberté partout dans le monde* ».

Découvrez son site Internet : www.prison-insider.com/presentation/qui-sommes-nous.

À LIRE

François d'Assise et la miséricorde Servir sans dominer ?



Frédéric-Marie Le Méhauté relie dans cet ouvrage préfacé par Véronique Fayet, présidente du Secours Catholique, l'expérience de François d'Assise avec les lépreux et la sienne, notamment auprès de sans-domicile fixe à Toulouse. Cet engagement a permis au théologien franciscain de passer « *de l'amertume à la douceur, de découvrir au cœur de la misère la présence d'un Dieu vivant et une joie* ».

Frédéric-Marie Le Méhauté, François d'Assise et la miséricorde. Servir sans dominer ?, Éditions franciscaines, 2017.



D.R.

📌 TÉMOIGNAGE MARYTHÉ PRÉ

CO-RESPONSABLE BÉNÉVOLE DANS L'UNITÉ URGENCES DU "TRAIN DE NUIT" À LYON

Construire pour se reconstruire

« J'ai connu le "Train de nuit" dès 2004 lorsque je me suis engagée à la délégation du Rhône dans l'accueil des demandeurs d'asile. Un soir par semaine, j'ai assuré une permanence dans ce dispositif d'hébergement. Depuis 2013, j'ai rejoint la trentaine de bénévoles de l'unité Urgences du Train de nuit et suis aujourd'hui co-responsable de l'équipe du Secours Catholique chargée, entre autres, du dîner d'une vingtaine de résidents et du lien entre

54 hommes, répartis en 2 unités Urgences et insertion et 16 personnes, adultes et enfants, composant des familles monoparentales.

Pour décrire la vie qui se déroule au fil des semaines au Train de nuit, j'aime employer les mots de Monika :

« *Construire pour se reconstruire.* »

Art-thérapeute, elle a animé l'atelier d'arts plastiques parmi les activités proposées et ouvertes à tous. Au Train de nuit, je connais chacun des résidents. Avec respect et

empathie, j'écoute le récit de leur vie, leur histoire qu'ils ont en confiance bien voulu me raconter. Certains ont pu s'insérer, trouver un emploi stable et un logement. Ils ont re-construit leur vie. Je viens avec joie et passion retrouver chaque soir de

Les soirs de permanence, je viens retrouver bénévoles, salariés et résidents auprès de qui je m'enrichis de leur humanité.

tous. Le Secours Catholique poursuit ainsi avec "Habitat et humanisme" son action au sein de l'unité Urgences, auprès d'hommes hébergés pour un temps après l'épreuve de l'errance, de l'isolement et de la marginalisation.

Ce centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) co-géré par les deux associations est, après vingt ans d'existence dans des bungalows, installé dans un bâtiment de cinq étages. Depuis février 2016, au 11 quai Perrache, dans le centre-ville de Lyon, 70 places et de nombreux espaces collectifs offrent un espoir de réinsertion, une reconstruction possible à ces personnes fracassées par les difficultés. Ils accueillent

permanence l'équipe de bénévoles, de salariés et les résidents auprès de qui, chaque jour davantage, je m'enrichis de leur humanité. ■

Propos recueillis par Marie-Hélène Content

VOUS AUSSI

Vous aussi, participez aux multiples activités mises en place par les équipes du Secours Catholique.

Contactez la délégation la plus proche de votre domicile.
www.secours-catholique.org
/implantations

